



LE PEUPLE AU-DESSUS DU PROFIT

Le discours d'ouverture du Secrétaire général Rosa Pavanelli au 30e Congrès mondial de l'ISP

Chères et chers camarades, délégués, distingués hôtes et invités,

Je vous souhaite la bienvenue au 30^e Congrès de l'ISP.

C'est un plaisir que de vous accueillir si nombreux en vue de partager une semaine riche en débats, discussions et décisions qui devront orienter nos travaux pour les 5 prochaines années à venir.

J'espère que vous avez apprécié la cérémonie d'ouverture, et notamment la contribution de l'orchestre Violonissimo qui, au-delà du brio et de la sympathie de ses jeunes musiciens, nous montre comment imaginer le monde de demain : jeune, enthousiaste, capable de jouer à l'unisson sans s'arrêter aux différences de couleur de peau, de race, de genre, de culture ou de religion. Un avenir où la mondialisation signifiera solidarité et égalité de droits pour tous. Un monde où le slogan "People Over Profit" (Le peuple au-dessus du profit) sera le fondement du développement.

Notre Congrès est aussi l'occasion de célébrer l'anniversaire de la fondation de l'ISP. Au cours de ses 110 années d'existence, l'ISP a traversé l'Histoire tout en consolidant sa vocation à défendre les travailleurs des services publics, renforçant sa présence dans tous les continents et se soulevant contre toutes les discriminations, contre les dictatures, les régimes d'oppression et toute culture violente, autoritaire et fasciste. C'est avec cette important héritage à l'esprit et avec l'attachement à nos valeurs que nous devons savoir reconnaître les embûches posées par les égoïsmes qui vont croissant dans tant de régions du monde, les vérités déformées qu'une droite xénophobe et antilibérale nous hurle au visage et les boniments chantés par les sirènes du libre marché qui promettent le bien-être de tous mais ne remplissent les poches que de quelques-uns.

Notre Congrès coïncide également avec le centenaire de la Révolution d'Octobre, événement que nous voulons rappeler non pas par nostalgie léniniste mais parce que ce fut la première fois dans l'histoire que le thème des conditions de vie et de travail, et du rôle de la classe laborieuse

s'est imposé au niveau mondial, thème qui a marqué les événements historiques de tout le siècle dernier et qui influe encore sur la scène politique mondiale.

Je voudrais vous inviter à revenir sur les cinq années écoulées depuis le Congrès de Durban, non pas pour recenser les dizaines de séminaires, colloques et réunions au cours desquels l'ISP a apporté sa contribution (qui est aussi la vôtre), car tout cela figure dans les rapports, mais plutôt pour évaluer le chemin que nous avons parcouru ensemble et, surtout, pour vérifier si celui-ci suit toujours le cap adéquat.

Après le Congrès de Durban nous avons décidé ensemble de la nécessité de nous doter d'une stratégie qui nous permettrait d'éviter de disperser nos forces en poursuivant les innombrables objectifs du Plan d'action. Il nous fallait définir des priorités, structurées autour de certains domaines cadres, noyaux thématiques englobant tous les aspects relatifs à la défense du travail et de la qualité des services publics, en les mettant en rapport avec l'évolution de l'économie mondiale particulièrement tournée vers un redimensionnement du rôle du public, surtout après la crise financière de 2008.

En 2013 le Comité exécutif approuvait le document "Working for the Alternative", qui est devenu notre feuille de route et indiquait quelles étaient nos priorités dans quatre domaines : lutte contre les privatisations, renforcement des droits syndicaux, influence sur les politiques mondiales et syndicalisation et croissance.

Conjointement au Plan d'action, "Working for the Alternative" nous a dotés d'une méthodologie et d'une stratégie visant à accroître le rôle de l'ISP, mais encore plus à étayer notre conviction que l'on peut oser, que l'on peut défier le statu quo lorsque l'on œuvre de concert et que l'on rassemble ses forces.

Voici quatre exemples, autant de victoires remportées par l'ISP au cours des dernières semaines.

- Il y a quelques jours le Tribunal constitutionnel indonésien a déclaré définitivement le caractère anticonstitutionnel de la privatisation du service de l'eau à Jakarta. C'est là un succès qui clôture avec les honneurs une bataille menée par l'ISP et ses alliés pendant dix ans, ajoutant ainsi un nouvel élément à la liste désormais longue des services qui redeviennent du secteur public.

-La ratification par les Philippines de la Convention 151 de l'OIT. C'est le seul pays asiatique à l'avoir fait, et ce succès est dû aux alliés philippins qui ont œuvré ensemble des années durant pour atteindre cet objectif. Mais c'est aussi un succès pour toute la famille ISP, pour son personnel et pour JHL et SASK qui ont apporté leur appui aux efforts déployés.

- La reconnaissance par le gouvernement libérien du Congrès fondateur de NAHWAL. Au cours de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, près de mille travailleurs de la santé sont morts à cause de l'infection. Au Libéria, où les employés de la fonction n'ont pas le droit de constituer

des syndicats, Joseph Tamba et George Poe, dirigeants du syndicat NAHWAL, furent licenciés pour avoir dénoncé l'absence de protection individuelle et les terribles conditions de travail auxquelles le personnel sanitaire fut soumis durant la crise. Depuis deux ans, l'ISP travaille sur un projet en Afrique de l'Ouest, avec le soutien de Kommunal, Unison, Union to Union, et avec la contribution de Jichiro et du SEIU, projet qui comporte de multiples facettes : garanti la liberté syndicale à tous les travailleurs du secteur, attirer l'attention internationale sur les violations des droits des travailleurs et sur la nécessité d'assurer les ressources nécessaires pour un service public de santé de qualité.

Il y a quelques semaines, NAHWAL a tenu son premier Congrès, lequel a été reconnu par le gouvernement. Il y a réélu ses dirigeants. Avec l'aide de l'ISP, il a présenté une plainte à l'OIT concernant la violation des droits syndicaux. De nombreux affiliés se sont mobilisés auprès des ambassades du Libéria dans le monde entier en soutien à la lutte de nos camarades. C'est un travail collectif que nous entendons poursuivre jusqu'à ce que les camarades Joseph et George soient réintégrés à leur lieu de travail et que le syndicat soit reconnu. Nous saurons la semaine prochaine qui sera le nouveau président du Libéria et nous espérons que George Weah reste encore champion et soit en mesure de marquer un but en notre faveur.

-Nos camarades Sahar et Tarek, de syndicats indépendants en Égypte, ne peuvent pas être ici avec nous, mais si Tarek et les huit autres syndicalistes arrêtés pour avoir défendu leur droit à la liberté syndicale sont libres aujourd'hui, c'est aussi grâce à la mobilisation et aux pressions exercées par l'ISP et ses affiliés dans le monde entier.

Ces exemples ne sont peut-être pas nombreux, mais ils illustrent parfaitement la valeur ajoutée du fait de travailler ensemble, et que c'est dans l'union que nous pouvons faire la différence !

PROMOUVOIR LES DROITS SYNDICAUX

L'affirmation des droits syndicaux reste au cœur de notre action. Aujourd'hui l'ISP a gagné en visibilité grâce à son travail avec l'OIT. Et pas uniquement au sein du Comité pour l'application des normes, puisque durant la Conférence internationale du travail nous avons pris part à toutes les commissions, assuré le suivi de dizaines de cas et présenté de nombreuses réclamations et observations.

La contribution de l'ISP a été fondamentale sur le thème des migrations, de la violence sur le lieu de travail et à l'encontre des femmes, de la révision de la Recommandation 71 sur la transition de la guerre à la paix, de la discrimination salariale sexospécifique, des chaînes mondiales d'approvisionnement, des travailleurs ayant un handicap, et ce, au sein des réunions tripartites des secteurs de l'Administration publique et de la Santé lesquels ne s'étaient pas réunis depuis des dizaines d'années ! ; enfin, nous avons été à l'initiative de la revendication en faveur d'une norme internationale pour la protection des lanceurs d'alerte, qui fasse référence en particulier aux travailleurs des organismes de surveillance. Si nous avons été capables

d'accomplir tout cela, c'est parce que vous avez été nombreux à contribuer concrètement et à favoriser la participation étendue de l'ISP au sein des divers comités.

Des États-Unis au Brésil, de l'Égypte au Royaume-Uni, du Swaziland au Japon, les gouvernements qui font la promotion de réformes portant atteinte à la liberté syndicale, à la négociation collective et au droit de grève sont toujours plus nombreux. Les droits syndicaux sont des droits humains, et la négation de ces droits lèse la dignité des travailleurs et entraîne l'érosion des principes fondateurs de la démocratie. L'Égypte, au Guatemala où les assassinats de syndicalistes demeurent impunis, la Turquie où 100 000 employés de la fonction publique ont été licenciés et des dizaines de nos camarades arrêtés sans la moindre preuve de leur participation au coup d'état présumé de juillet 2016, sont certains des pays où le travail de l'ISP et de ses affiliés constitue aussi une défense de la démocratie menacée. En Corée du Sud aussi, où la participation à la campagne des bougies "Candlelight campaign" par nos affiliés a contribué à faire tomber un gouvernement autoritaire et antisyndical, même si nous déplorons toujours le maintien injuste en prison du président du KCTU, à qui nous témoignons de notre entière solidarité.

Mentionnons aussi les projets pour lutter contre le travail précaire et informel dans le secteur public en Inde, au Népal, au Pakistan, et ceux visant à syndiquer les travailleurs du secteur de la santé privée aux Philippines. Ou bien les projets destinés à renforcer le rôle des femmes menés avec les affiliés arabes, ou pour combattre les préjugés et la discrimination à l'encontre des travailleurs LGBTQI. Ou encore les projets de défense des droits des jeunes travailleurs dans le Cône Sud et en Afrique du Sud, ou pour défendre les migrants tout au long de leurs parcours. Une vaste gamme d'initiatives destinées à affirmer la dignité et le caractère central du travail dans le monde entier, grâce à la contribution de syndicats nombreux (outre ceux que j'ai déjà cités, IMPACT, FNV, YOUNION) qui ont mis à disposition leurs ressources et aligné volontairement leurs politiques de solidarité internationale sur les objectifs de l'ISP.

LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION

Les politiques d'austérité et de réductions des dépenses publiques sont poursuivies au-delà de toute logique, puisque même les institutions financières reconnaissent que ces politiques ont entraîné des niveaux d'inégalité, de pauvreté et de chômage supérieurs à avant la crise de 2008, ce qui démontre la nature essentiellement idéologique de l'attaque à l'emploi public, aux syndicats et au système de sécurité sociale. Loin de nous avoir découragés, ceci nous a au contraire poussé au cours des dernières années à consacrer un ample pan de notre travail à démasquer les mensonges auxquels nos adversaires ont recours pour protéger, voire étendre, leurs intérêts et privilèges.

La lutte contre la privatisation est le nouveau visage de la campagne menée depuis longtemps par l'ISP, la Quality Public Services Campaign. Nous nous sommes efforcées d'analyser de manière plus minutieuse les diverses formes de privatisation (externalisation, appels d'offre, concessions, partenariats public-privé), de publier des études et des travaux de recherche afin de doter nos affiliés des arguments et instruments dont ils ont besoin dans leurs affrontements

avec leurs interlocuteurs. J'ai commencé par citer le cas de Jakarta, mais nous sommes aux côtés de nos affiliées dans leur lutte contre la privatisation des services publics dans de très nombreuses campagnes nationales, du Brésil au Nigéria, de l'Ouganda au Royaume-Uni et de l'Australie au Libéria en passant par Maurice, nous y construisons des alliances locales et y déployons la solidarité internationale, également dans le but de dénoncer les intérêts des investisseurs étrangers et des pressions qu'ils exercent sur les gouvernements locaux.

C'est une satisfaction que de pouvoir dire qu'en dépit des difficultés persistantes, les exemples de services qui redeviennent des services publics sont sans cesse plus nombreux, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'énergie : nous en comptons désormais plus de 1 000. Cette évolution est parfaitement symbolisée par le choix effectué par l'ONU, cette année, sur indication de l'ISP, de l'entreprise publique « Eau de Paris » comme lauréate du prix au meilleur service public. Cela nous redonne espoir et nous motive à poursuivre nos efforts.

Les études réalisées sur les dégâts entraînés par les PPP sur la qualité des services, leur accessibilité et l'impact sur le long terme sur la dette publique sont particulièrement importants. Ces travaux ont été si bien documentés et avec une telle précision qu'ils nous ont permis de soulever les critiques au sein d'instances internationales, de la CNUCED au FFD en passant par le FMI et la COM-HEEG (Commission sur les emplois dans les secteurs de la santé et la croissance économique), où pour la première fois nous avons réussi à faire valoir nos arguments et à créer le doute concernant le bien-fondé des PPP en tant qu'instrument appropriés dans les secteurs à impact social élevé tels que santé, éducation et services de l'eau.

Cela peut sembler faible, mais c'est beaucoup si l'on tient compte du fait qu'il y a deux ans à peine, lors de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, le seul mantra était une invitation généralisée au capital privé pour investir dans les PPP.

Il nous aura fallu consacrer du temps et dérouler les arguments pour persuader nos camarades de la CSI et des autres FSI, lesquels étaient convaincus que les PPP étaient une opportunité de développement, de croissance de l'emploi et de la rentabilité des investissements, même pour les fonds de pension. Et pourtant, grâce à nos critiques, à nos publications et à tant d'alliances forgées avec des mouvements engagés dans des campagnes locales et mondiales, grâce à toutes les pressions exercées au sein des institutions internationales, nous sommes parvenus à semer le doute et à porter atteinte au dogme selon lequel le privé aurait été la meilleure solution, en précisant que le peuple doit passer avant le profit !

À mon sens, la victoire la plus importante est celle obtenue grâce à notre engagement au sein de la Com-HEEG, la Commission de l'ONU sur les emplois dans les secteurs de la santé et la croissance économique. Grâce aux expériences et propositions que vous avez été nombreux à présenter, grâce au travail acharné, même la nuit, du personnel de l'ISP, nous avons réussi à exposer des exemples convaincants, fondés sur des données démontrées qui, comme l'affirmait publiquement Richard Horton, directeur de Lancet et coordonnateur du Comité d'experts, ne pouvaient pas être réfutés. L'on a ainsi abouti au premier document émanant d'une institution internationale (approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU) qui non

seulement promeut l'embauche de 40 millions de travailleurs de la santé d'ici 2030, mais insinue en outre pour la première fois que la privatisation du secteur peut avoir des incidences négatives et ne pas correspondre aux finalités générales des Objectifs du développement durable.

C'est là une autre victoire engrangée grâce à notre travail, qui me pousse à dire que nous devons oser encore davantage pour aller encore plus loin.

En décembre 2015, l'AFSCME a accueilli une réunion des dirigeants des plus grands syndicats affiliés à l'ISP en vue de débattre de la manière de renforcer notre travail contre la privatisation des services publics. Depuis lors, nous avons œuvré à consolider un réseau d'alliances avec des ONG et des organisations de la société civile, afin de mettre en commun au sein du réseau nos objectifs, nos informations, nos travaux de recherche, nos expériences et bientôt, nos campagnes

C'est ainsi qu'est né "Privatization Watch", le bulletin d'information diffusé désormais auprès de plus de 5 000 personnes. Je vous invite à le consulter et, si ce n'est pas déjà fait, à vous y abonner. Dans les jours à venir nous vous présenterons la plateforme numérique qui nous permettra, dès l'année prochaine, de relier entre elles les luttes contre la privatisation dans le monde entier, d'échanger des informations, des expériences et de déployer notre solidarité, de surveiller les multinationales (et leurs filiales) qui souhaitent s'emparer des services publics dans tous les pays du monde. C'est là un instrument qui bénéficie déjà du soutien de bon nombre de nos partenaires et qui renferme l'immense potentiel d'augmenter l'efficacité de nos actions. Pour autant, bien sûr, que vous vous engagiez tous y apporter votre contribution.

INFLUENCER LA POLITIQUE MONDIALE

C'est dans le cadre de l'approche structurelle et stratégique visant à influencer sur les politiques mondiales pour la défense du travail et des services publics que nous avons intégré nos deux campagnes les plus percutantes : celle contre les traités multilatéraux de libre-échange et celle en faveur de la justice fiscale.

Ici aussi nous avons été les seuls au départ à dénoncer les dangers du CETA, du TPP, du TTIP et tout particulièrement du TISA. Rares étaient les centrales nationales et les FSI qui partageaient notre préoccupation.

C'est donc avec fierté que je revendique l'immense travail de divulgation et de formation promu par l'ISP sur le TPP, le TTIP et le TISA ainsi que la contribution que nous avons apportée à la campagne contre le CETA, qui a permis à des milliers d'affiliés de faire leurs arguments nécessaires pour convaincre l'opinion publique et exercer une influence sur les décisions. Notre capacité de rassembler une vaste coalition de forces a été le moteur de l'extraordinaire participation enregistrée au cours de centaines de manifestations dans le monde entier.

Aujourd'hui, la confusion règne. Le CETA traverse une phase de « mise en vigueur provisoire ». Le TPP, abandonné par le gouvernement Trump, poursuit les négociations entre les 11 autres pays. Pendant que le TTIP est gelé, l'Union européenne tend à multiplier les accords bilatéraux avec le Japon, l'Inde, les Philippines, le Nigéria et d'autres. Dans la région Asie-Pacifique, 16 pays, dont la Chine, l'Inde, le Japon et l'Australie, interviennent dans la négociation du « Regional Comprehensive Economic Partnership » (partenariat régional économique d'ensemble). De ce fait il reste encore beaucoup à faire devant nous, mais nous savons aujourd'hui qu'il convient de mener la discussion sur les traités de libre-échange hors du secret des salles des négociateurs et des économistes. Les élections aux États-Unis, où tous les candidats se déclaraient opposés au TPP, nous l'ont enseigné. Mais ce sont aussi nos camarades d'Uruguay et du Paraguay qui nous l'ont enseigné, dont le lobbying a poussé ces deux pays à se retirer du TISA. Occuper les rues et nous retrouver sur la une des journaux pour réussir à influencer sur les décisions politiques, voilà ce qui nous renforce et qui affaiblit nos adversaires.

Permettez-moi de m'exprimer, avec tout autant de fierté et de satisfactions, sur notre campagne en faveur de la justice fiscale.

Il y a trois ans, rares étaient ceux qui auraient parié que la fiscalité des multinationales serait devenue un thème tellement brûlant pour le monde politique. Au contraire, beaucoup pensaient que le programme BEPS de l'OCDE allait apaiser le mécontentement qui couvait dans les braises sous les cendres. Mais aujourd'hui nous savons que cet argument aussi avait été porté sous les feux de la rampe à partir des réflexions entre soi-disant « experts ».

Je ne dis pas que nous avons tout fait tous seuls. En effet, les révélations des « Lux- Leaks » et des « Panama Papers » ont dévoilé l'ampleur du phénomène de l'évasion et de l'évitement fiscal des multinationales, l'écheveau inextricable des renvois d'ascenseur entre la sphère politique et les multinationales qui constitue le véritable scandale et la raison profonde des inégalités qui se creusent.

J'attribue toutefois à notre mérite le fait d'avoir eu le flair pour comprendre que le moment était venu de lancer le défi. De contribuer concrètement à la création de l'ICRICT, la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés, qui a joué un rôle stratégique au sein des forums internationaux sur le financement du développement. De traduire en un langage clair et compréhensible, dans des programmes de formation à l'intention des syndicalistes, les dynamiques complexes qui autorisent les multinationales à ne pas payer d'impôts. Nous avons également réalisé des études de cas sur un certain nombre de ces sociétés. Sans la contribution fondamentale de SEIU et de la FESP dans la campagne contre McDonald en Europe et celle de la FIT dans la campagne contre Chevron en Australie, les deux entreprises n'auraient jamais été poursuivies par leurs gouvernements pour le préjudice causé par leurs schémas d'évasion fiscale. Ces campagnes ont permis à l'Union européenne d'enquêter sur les impôts payés par McDonald et Chevron s'est vu sommé de s'acquitter de ses arriérés d'impôts à hauteur de 10 millions de dollars.

Mais surtout, nous n'aurions pas démontré qu'il nous est possible d'oser contester le système et que oui, David peut encore défier Goliath, et le vaincre !

Ici aussi, le fait de construire des alliances et de créer des synergies entre des organisations nombreuses a été déterminant, car cela a renforcé notre capacité à influencer sur la politique.

Permettez-moi de reconnaître que sans la contribution de la fondation Friedrich Ebert (FES), notre volonté n'aurait pas suffi. Or, son soutien a été immédiat, alors que beaucoup ne croyaient toujours pas que le libre-échange et la fiscalité libero pouvaient être des arguments étayant les campagnes syndicales de grande ampleur et populaires.

Aujourd'hui la visibilité de l'ISP a augmenté de PSI dans toutes les instances onusiennes auxquelles nous participons ; nous sommes souvent la seule Fédération syndicale internationale à représenter les travailleurs. Notre rôle est apprécié et reconnu par des dizaines de partenaires internationaux. J'en veux pour preuve le travail réalisé sur les Objectifs du développement durable, tout comme notre participation à la Commission de la condition de la femme (CSW). Ou encore au sein du pacte mondial sur les migrations. C'est là un crédit qui se traduit par des progrès certes restreints mais constants dans la reconnaissance du rôle des travailleurs et des syndicats dans les politiques en faveur du développement et de l'égalité.

Notre participation à l'OCDE, au FMI, à la BM a adopté un caractère plus sélectif, plus en cohérence avec nos priorités : privatisation des services publics, gouvernance des administrations publiques, impôts sur les multinationales, corruption, santé, services publics, numérisation.

Enfin, j'ai déjà mentionné notre travail à l'OIT, mais je ne saurai passer sous silence deux thèmes importants.

Le premier est le mémorandum entre OIT et ISO pour la définition de normes de sécurité pour les travailleurs. Nous nous sommes beaucoup engagés au cours des deux dernières années pour que nos affiliés travaillent avec les confédérations pour repousser les normes ISO. Le contenu de ces propositions était inacceptable, mais il se posait aussi une question préjudicielle. Le fait qu'avec ce mémorandum, l'OIT externalisait sa fonction spécifique de protection des travailleurs, la confiant à un organisme privé où les travailleurs n'ont pas voix au chapitre ! Défendre le tripartisme de l'OIT, c'est défendre la fonction des syndicats, notre fonction.

J'estime qu'il faut dénoncer cette tentative tous azimuts de réduire l'autonomie du système tripartite, depuis les normes de sécurité de la Banque mondiale aux plans pour un travail décent de l'OCDE, avec pour but évident de vider l'OIT de sa fonction, alors qu'elle est l'unique organisme international au sein duquel les syndicats sont sur un pied d'égalité avec les autres en dignité, mais surtout en statut.

Le deuxième thème est le droit de grève. Au cours de la Conférence internationale du travail de 2012 le groupe des employeurs a remis en question l'interprétation, confirmée depuis des

années par la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations et par le Comité de la liberté syndicale, selon laquelle le droit de grève est couvert par la Convention 87. Les années suivantes, cela a entraîné la paralysie de la Commission d'experts et de la Commission pour l'application des normes. Cette phase s'est conclue en 2015 par un accord en 2015 paraphé par le groupe des travailleurs et celui des employeurs qui, en substance, redimensionnait le rôle de la Commission d'experts, rendait équivalents le droit de grève et le lock-out et niait que la Convention 87 donnât une reconnaissance internationale au droit de grève. Ce protocole fut signé sans la moindre consultation du groupe des travailleurs sur le texte, et la première mouture a été renouvelée en l'absence complète d'une confrontation au sein du groupe des travailleurs et entre FSI.

J'estime personnellement que cet accord est une erreur d'une gravité extrême, et le déni du droit de regard des syndicats une méthode inacceptable.

Sur le fond, je vous laisse juger, vous qui subissez au quotidien des restrictions au droit de grève, de sa pénalisation qui va désormais entraîner des arrestations, on l'a vu en Espagne avec 200 camarades !

Quand le dialogue social est privé de toute substance parce que l'on empêche la négociation collective, quand le droit de constituer un syndicat est compromis, et avec un droit de grève qui n'est plus protégé, que reste-t-il aux travailleurs et à leurs syndicats pour se faire entendre ?

Maina Kiai, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion et d'association, souligne que « le droit de grève est un droit fondamental inscrit dans la législation internationale du travail ; il est indispensable de le protéger pour garantir des sociétés justes, stables et démocratiques ».

ORGANISATION ET CROISSANCE

Je dois admettre cependant que nous n'avons pas atteint les objectifs escomptés en matière de syndicalisation et de croissance.

Nous redynamisons les réseaux mondiaux sectoriels dans la santé, les administrations locales, l'éducation et la culture, les administrations nationales, conformément au mandat de Durban, mais des déséquilibres et des difficultés demeurent dans l'organisation régionale des réseaux. Il convient d'en étendre la présence et de créer des réseaux pour les secteurs tels que l'électricité, l'eau et les déchets, pour pouvoir répondre à temps aux besoins des affiliés locaux, faire le suivi des processus de privatisation et fonder nos campagnes sur le tissu local.

Par ailleurs, comme le Comité des femmes l'a indiqué à maintes reprises, il faut combler l'écart important entre le grand nombre de travailleuses présentes dans nos secteurs et leur présence effective à la direction des syndicats affiliés.

Dans ce Congrès aussi l'on voit de manière évidente cet écart parmi les chefs de délégation, les secrétaires généraux ou les présidents ; en outre, malheureusement, d'aucuns ne respectent toujours pas la règle de la parité au sein de tous les organes.

Ce discours vaut aussi pour les jeunes, thème qui a enflammé les débats aux réunions exécutives régionales ces dernières années. Malgré tout, à l'épreuve des faits, je constate tant de résistances, trop de résistances, même lors de l'indication de candidats pour nos organes statutaires. Lorsque j'avais 30 ans, les dirigeants de mon syndicat ont fait confiance à la jeune génération qui sortait des luttes estudiantines, ils nous ont créé une place ne nous confiant la direction de nos organisations. Nous devons aujourd'hui oser faire de même, si nous voulons vraiment donner un avenir au syndicat, si nous ne voulons courir le sort de tant de partis.

La donnée la moins satisfaisante des 5 dernières années concerne le nombre de membres. Nous avons pensé connaître une croissance, mais la conséquence des attaques contre le travail du secteur public subies par nos affiliés est reflétée aussi dans l'affiliation ISP.

Avec des différences régionales, la perte d'adhérents est restreinte mais la contraction de l'affiliation dans les pays à indice de 100% a néanmoins un impact sur les ressources tout comme celle des cotisations des travailleurs due à la privatisation de certains services.

La situation n'est pas encore alarmante, mais il est nécessaire de renforcer notre capacité à attirer de nouveaux affiliés pour nous assurer un avenir. Si nous investissons pour recruter dans les services sociaux, la santé privée, les déchets, nous aurons une perspective de croissance. Or, il y a aussi un potentiel de croissance au sein des actuels affiliés : il suffirait pour ce faire de consolider l'idée que les synergies peuvent être avantageuses pour tous.

RAPPORT FINANCIER

Certains d'entre vous se souviendront que l'on avait clôturé le budget 2012 avec un déficit important et préoccupant pour la stabilité financière de l'ISP, amplement dû aux dépenses extraordinaires liées au Congrès de Durban. En 2013, 2014 et 2015, en raison de différends juridiques nous avons dû consentir des dépenses qui n'avaient pas été budgétisées, à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros. Raison pour laquelle nos efforts pour équilibrer le budget ont dû porter sur des coupes aux dépenses structurelles, telles la fermeture de certains bureaux sous-régionaux, le non-remplacement des départs à la retraite et le gel des salaires du personnel pendant deux ans. Je reconnais ici publiquement que sont des sacrifices importants qui ont été consentis par le personnel de l'ISP.

Nous avons en même temps diminué les financements pour les réunions sous-régionales, en synchronisant la programmation en vue d'éviter la duplication des coûts et sans pour autant diminuer la participation. Vous avez été nombreux à nous aider, en accueillant les réunions ou les événements, en hébergeant les bureaux de l'ISP et en contribuant aux frais de personnel, comme au Brésil, en Argentine et au Japon. Je vous remercie tous très sincèrement, car votre

contribution, unie aux efforts que nous avons déployés, nous a permis de consolider le budget et de compter sur une planification plus en ligne avec nos activités.

Je crois qu'il faut bien mettre en exergue ce résultat, qui en outre a été obtenu avec seulement deux augmentations minimales aux cotisations en l'espace de cinq ans.

Pour l'avenir nous devons nous engager à conserver la même rigueur et la même éthique, au siècle comme dans les régions, mais en même temps je confie au groupe dirigeant qui va être élu ces jours-ci la nécessité d'une réflexion approfondie sur la manière dont nous pouvons nous assurer à l'avenir d'avoir les ressources nécessaires à nos travaux, ainsi que sur la manière de renforcer les synergies.

LE PEUPLE AU DESSUS DU PROFIT: LES CINQ PROCHAINES ANNÉES

"The liberty of a democracy is not safe if the people tolerate the growth of private power to a point where it becomes stronger than their democratic state itself. That, in its essence, is fascism."

« La liberté dans une démocratie n'est pas assurée si le peuple tolère que la puissance privée grandisse au point qu'elle devienne plus forte que l'État démocratique lui-même, ce qui fondamentalement est le fascisme. »

Ces paroles furent prononcées au Congrès des États-Unis par le président Roosevelt en avril 1938. Roosevelt évoquait la tragédie en Europe ces années là, mais je suis convaincue que cette affirmation résonne aujourd'hui aussi.

80 ans après cet avertissement, les signes d'une involution démocratique et du règne du pouvoir des intérêts économiques privés sont sous nos yeux.

L'écart entre riches et pauvres n'a jamais été aussi profond de l'histoire, et la concentration des richesses entre les mains d'un nombre si réduit de personnes au point de dépasser celle de nombreux États, voilà qui représente physiquement aussi le niveau intolérable d'injustice produite par la mondialisation libre-échangiste au cours des dernières années.

Des conquêtes sur le plan social qui semblaient inamovibles diminuent, voire disparaissent, alors que ceux qui n'en ont jamais bénéficié se trouve chaque fois plus et plus profondément dans le désespoir, face à des formes d'exploitation qu'il est difficile de ne pas nommer esclavage. Des migrants jusqu'aux enfants en passant par les femmes et les jeunes, c'est le travail à bas coût, sans protection, sans cotisations sociales, sans stabilité, sans accès aux services publics, qui marque l'irruption dans la pauvreté chaque année de million de personnes selon l'OCDE, 150 millions rien que pour les frais de traitements médicaux dans le privé.

Dans ce contexte, le pouvoir des multinationales a augmenté au point de dépasser celui des États, il conditionne l'élection de personnalités politiques et de gouvernements, il en régit l'ordre du jour, avec un système de corruption internationale quasiment institutionnalisé.

Nous observons le drame de la réapparition de formes brutales de colonialisme qui dans l'hémisphère sud, en Afrique en particulier, font main basse sur les ressources naturelles et humaines.

Le réchauffement excessif de la planète et le changement climatique sont à l'origine de catastrophes naturelles toujours plus fréquentes, lesquelles poussent des millions de personnes à fuir leur propre pays à la recherche du salut, tout comme ceux qui fuient les guerres, les violences et les violations des droits humains.

En l'absence d'un gouvernement mondial, les phénomènes de notre âge que sont le racisme, la xénophobie, le terrorisme, le nationalisme, vont croissant et manipulent les peurs et les incertitudes des populations. En d'autres termes, c'est le fascisme qui grandit.

C'est ainsi que surgissent Trump, Temer, Macri, le Brexit, les gouvernants ridicules des pays de l'Est derrière le nouveau rideau, en fer barbelé cette fois-ci. Et, j'en suis convaincue, aucun d'entre nous n'imaginait que notre Congrès puisse se dérouler sous la menace d'une guerre nucléaire insensée !

Cette situation démontre que l'élite qui prétend gouverner le monde a failli. Le G7, le G20, mais aussi l'OCDE, le World Economic Forum, sont des clubs exclusifs en mesure de mettre en pratique les choix du capital, mais incapables de gouverner en des temps difficiles et face à des défis sans précédent.

Chaque fois que nous nous sommes déclarés « en faveur du changement », « ouverts à la modernité », disposés à nous « adapter », comme nous l'exige le capital mondial, car nous pensons ainsi sauver notre peau, nous portons la coresponsabilité de ce désastre.

Une gouvernance mondiale est indispensable, au sein du système des Nations Unies, qui inclue l'ensemble des pays en vue de corriger les inégalités, les injustices et les déséquilibres en matière de développement. Et qui relève les défis mondiaux, avec l'appui de tous, en reconnaissant le rôle des travailleurs et de leurs syndicats.

Du reste, c'est toujours l'exclusion qui a engendré les malheurs de l'Histoire.

Nous pouvons contribuer à changer cette situation en œuvrant davantage sur les défis mondiaux.

Aujourd'hui la perspective de la numérisation et des nouvelles technologies jette une ombre sur l'avenir de l'emploi dans de nombreux secteurs. C'est une préoccupation légitime, mais le marché du travail a toujours su évoluer avec l'innovation technologique. La numérisation doit

nous préoccuper en raison de la concentration effarante du savoir et des richesses entre les mains du petit nombre de multinationales de ce secteur. Le débat qui s'ensuit sur le revenu universel de base (Universal Basic Income) préconise une société où il suffirait de garantir la subsistance de la majorité la plus faible, la plus pauvre et exclue, pour assurer à une infime minorité une vie dans le luxe. C'est une fois de plus un écran de fumée pour couvrir une nouvelle campagne idéologique dévastatrice en faveur du triomphe du libéralisme. C'est de cela que nous devons nous occuper, pour devancer nos adversaires.

Notre défense des intervenants de première ligne doit contribuer à des politiques sur le changement climatique, sur le développement urbain et bien évidemment sur les droits légitimes des travailleurs.

Notre campagne sur le financement des services publics doit réussir à relier entre eux les thèmes de la fiscalité, de la corruption et de la dette publique, qui devrait redevenir un facteur de souplesse dans la gestion des finances publiques visant à répondre aux besoins collectifs et à l'intérêt général. Nous devons aussi nous occuper de la titrisation des appels d'offre pour infrastructures, pour déjouer l'attaque sournoise aux fonds de pension et garantir la retraite de nos travailleurs.

Valoriser les services publics pour l'inclusion des migrants, déplacés et réfugiés, telle doit être notre contribution à la défaite de l'ignorance et des préjugés et pour projeter une société plus juste et pacifique. Quitte à nous aliéner les sympathies de l'un ou l'autre affilié.

Le monde est à la croisée des chemins. Si nous n'osons pas assumer la direction du changement, il n'y aura vite plus d'avenir pour la classe laborieuse.

Nous sommes présents sur les quatre continents. Nous devons apprendre à utiliser cette présence pour intégrer davantage nos politiques régionales et mondiales, avec des propositions qui soient claires, radicales et inclusives, prônant plus de participation, plus de démocratie et plus de justice. Et, si nécessaire, il nous faut aussi savoir dire non.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons construire un monde plus juste et solidaire, qui place les peuples avant les profits.

Nous sommes disposés à poursuivre sur cette voie. Avec vous tous, nous pouvons et nous voulons la victoire.

Je vous souhaite un bon Congrès !

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.